

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Subdivision Carrières
89, rue Wéber - CS 52002
30907 NIMES cedex 02

Nîmes, le 26/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CIMENTS CALCIA

Usine de Beaucaire

30300 BEAUCAIRE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2022 dans l'établissement CIMENTS CALCIA implanté au lieu-dit "Roc des Mourgues" 30300 BEAUCAIRE. L'inspection a été annoncée le 18/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CIMENTS CALCIA
- Usine de Beaucaire - 30300 BEAUCAIRE
- Carrière situé au lieu-dit « Roc des Mourgues » à Beaucaire.
- Code AIOT dans GUN : 0006600448
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'usine de cimenterie de Beaucaire a été construite en 1925 sur le site d'une ancienne carrière romaine, elle utilise aujourd'hui directement les matériaux extraits de cette carrière pour alimenter la cimenterie voisine en vue de la production de ciments.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de la mise en demeure prise par arrêté préfectoral n° 20-156-DREAL du 16 septembre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prescription arrêté de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 16/09/2020, article 1	/	Sans objet
Prescription arrêté de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 16/09/2020, article 1	/	Sans objet
Prescription arrêté de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 16/09/2020, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté lors de l'inspection du 21 juillet 2020, une exploitation sur certaines zones inférieures à la cote minimale autorisée de 9m "NGF". Il a donc été établi un arrêté préfectoral de mise en demeure étalée sur les années 2021 et 2022 à l'encontre de l'entreprise CEMENTS CALCIA avec pour objet le remblaiement de ces zones par des matériaux inertes issus de l'extraction afin de revenir à la cote autorisée.

L'exploitant a donc procédé au remblaiement par un apport total de plus de 30 000 m³ de matériaux inertes sur l'année 2021 et 2022 rétablissant la moyenne des 9m "NGF".

Au vu des constats sur site et des levés topographiques fournis, il est proposé à Mme la préfète de lever la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prescription arrêté de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/09/2020, article 1
Thème(s) : Autre, Remise a niveau de la cote de fond échelonnée
Prescription contrôlée : La société CEMENTS CALCIA dont l'adresse est Usine de Beaucaire – Route de St Gilles - 30300 Beaucaire est mise en demeure d'effectuer le comblement par des matériaux présentant le même fond géochimique que la carrière, afin de respecter la côte minimale de 9 m NGF autorisée en fond de carrière en tout point de la zone exploitée, conformément aux dispositions de l'article 3.13 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1993
Constats : Il est constaté sur site les travaux de remblaiement des zones ayant été définies sous le niveau "NGF" autorisé. En appui des informations indiquées sur le plan "levé topographique", la cote finale des 9mNGF est pratiquement atteinte sur l'ensemble du plan. Néanmoins, il reste certaines zones à la côte de 8,8 m "NGF" qu'il convient de régulariser sous un délai de 2 mois. Une zone hors activité d'exploitation située à proximité du bassin récemment remblayé, reste légèrement en deçà des 9m "NGF". Néanmoins, cette zone devenue humide a développé une importante biodiversité, l'inspection vérifiera la possibilité de maintenir en l'état cette zone auprès des services compétents. Un plan final conforme sera présenté à l'issue de ces dernières opérations.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prescription arrêté de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/09/2020, article 1
Thème(s) : Autre, Transmission d'un levé topographique de fin de travaux
Prescription contrôlée : L'exploitant valide la mise à niveau en fin de travaux par un levé topographique pouvant être intégré au bilan annuel.
Constats : Il est constaté la transmission d'un ensemble de plans topographiques (voir annexe) comprenant l'état initial et les niveaux des zones remblayées.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prescription arrêté de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/09/2020, article 1
Thème(s) : Autre, Traçabilité des matériaux
Prescription contrôlée : Le remblayage ainsi effectué devra respecter les prescriptions de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et notamment de traçabilité, imposée par le paragraphe 12.3 de l'article 12.
Constats : Il est constaté la transmission de quatre bilans de remblaiement sur l'année 2021 et 2022, permettant de connaître la traçabilité des matériaux et des quantités apportées.
Type de suites proposées : Sans suite